



Amiens, le 28 mai 2019

## Communiqué de presse

### **Situation de l'entreprise WN**



La société WN, qui a repris il y a un près d'un an une partie des anciens salariés de l'usine Whirlpool à Amiens, se trouve dans une impasse de trésorerie très importante qui va la conduire à se placer sous la protection du Tribunal de Commerce d'Amiens pour assurer la prise en charge des salaires.

Les salariés ont été informés cet après-midi de la situation juridique de l'entreprise et une délégation sera reçue dès que possible cette semaine par la Préfète de la Somme.

Cette situation critique s'explique par les difficultés de la société WN à concrétiser ses projets industriels innovants en débouchés commerciaux concrets à court ou moyen terme. Le faible chiffre d'affaires généré actuellement ne permet pas à l'entreprise de financer son activité malgré l'importance des efforts financiers consentis par l'Etat (2,5 M€ versés à date au titre de la prime d'aménagement du territoire) et l'entreprise Whirlpool (7,4 M€).

Suite à la réunion qui s'est tenue au ministère de l'économie et des finances le vendredi 19 avril dernier pour faire le point sur la situation de l'entreprise, l'État a financé en urgence un diagnostic financier et stratégique pour aider la société à mettre en place un plan d'action susceptible de maintenir une activité industrielle sur le site. Les conclusions de cet audit d'Alix Partners ont fait apparaître la nécessité d'une restructuration profonde de l'activité.

La priorité est désormais de reclasser sur le site ou dans le bassin d'emploi d'Amiens les salariés de WN. Ceux-ci ont bénéficié de formations importantes ces derniers mois et ont des compétences largement reconnues (14 000 heures de formation sur 6 mois en soudure, utilisation de machines métallurgiques à commandes numériques...).

Les services de l'Etat, aux côtés des collectivités locales, sont d'ores et déjà mobilisés afin de préparer dans les meilleures conditions possibles la réindustrialisation du site amiénois.

Des réunions seront organisées dans les prochains jours afin d'identifier les entreprises pouvant avoir un intérêt pour une reprise de l'activité ou des salariés.